

ISÈRE

## Nucléaire, canicule, routes à 80 km/h... débats explosifs au conseil départemental

Vincent Prod'Homme



*Vifs échanges, ce vendredi 26 juin, dans l'hémicycle du conseil départemental de l'Isère. Photo V.Pr.*

**Dans un hémicycle climatisé à souhait, les élus départementaux ont eu le sang chaud lors du conseil de ce vendredi 26 juin, à Grenoble. Pendant quatre heures, ils ont confronté leur vision de la société sur des thématiques brûlantes telle que la canicule, le nucléaire ou encore la limitation de vitesse sur les routes.**

Placez une poêle remplie d'huile sur vos plaques de cuisson en surchauffe et jetez-y une allumette en feu. Vous obtiendrez la même atmosphère brûlante qui a régné au conseil départemental, ce vendredi 26 juin, à Grenoble. La majorité de droite et l'opposition de gauche sont d'accord sur à peu près rien et en opposition sur à peu près tout au quotidien. Vendredi, tout au long de la matinée, le cocktail des sujets abordés (réchauffement climatique, nucléaire, limitation de vitesse...) a été explosif.

### • Sur la limitation de vitesse à 80 km/h

C'est Thierry Badouard, du groupe Isère Écologie et Solidarités, qui a allumé la première mèche. À la fin de la lecture d'une délibération concernant la politique routière départementale, il s'est étonné que [ce référentiel fasse état d'une vitesse cible de 90 km/h](#). « La vitesse est un facteur aggravant dans les accidents. Étrangement, vous avez fait le choix de revenir sur la loi

pour augmenter la vitesse maximale sur certaines sections bien que les gains de temps soient très modestes. Faire croire aux Isérois qu'ils gagneront quelques minutes au détriment de leur sécurité relève d'une approche populiste ».

Il n'en fallait pas beaucoup plus à Jean-Pierre Barbier pour bondir. Déjà agacé par les propos tenus par l'opposition [dans nos colonnes cette semaine](#), le président du Département ne s'est pas fait prier pour réagir. « Le populisme, ce n'est pas de respecter ses engagements électoraux. Nous avons mené cinq ans d'études, procédé à des expérimentations sur 170 km de routes, en lien avec les services de l'État et la gendarmerie. Surtout, cela s'accompagne de l'abaissement de la vitesse à 70 km/h sur un certain nombre de zones dangereuses [45 au total, NDLR] où nous espérons lutter contre l'accidentologie ». « Cela représentera 80 km de nouveaux dispositifs », ajoutait Bernard Perazio, vice-président en charge des mobilités.

### • **Sur le réchauffement climatique et la canicule**

« Vous êtes un populiste Monsieur Badouard ». Décidément, c'était le mot de la matinée. Mais cette fois-ci, c'est Jean-Pierre Barbier qui a dégainé. Après la prise de parole de l'opposition écologiste concernant la refonte de la stratégie opérationnelle en faveur des cycles et un manque de réactivité sur les sujets liés au réchauffement climatique, le président du Département a expliqué : « Vous dites que sur le photovoltaïque, on ne fait rien, c'est faux, on a aidé deux tiers des EPCI à réaliser des diagnostics, on a aussi couvert le parking de l'aéroport d'ombrières. Sur le plan "un arbre, un habitant", on le met en œuvre partout, comme nous le faisons avec une trentaine de projets de cours oasis dans les collèges. Vous ne pouvez pas dire qu'on ne fait rien. Nous avons réalisé 500 millions d'euros d'investissement dans les collèges, principalement dans leur isolation thermique. Quant aux Ehpad, nous les accompagnons aussi. Il faut un peu d'éthique dans notre pays. En vous lisant dans le journal, on a l'impression que le département est responsable de la canicule. L'écologie ne vous appartient pas. »

« Je ne dis pas que vous ne faites rien, mais vous n'allez pas au rythme auquel il faudrait le faire, a répondu Thierry Badouard. La priorité, pour nous, c'est le combat contre le réchauffement climatique et vous avez déployé vos politiques trop tardivement. » Brouhaha dans l'assemblée. « L'opposition considère que si on n'a pas leur conception de l'écologie, alors on n'est pas écologiste. Nous, notre méthode n'est pas de donner des leçons du matin au soir à tout le monde », réagissait Vincent Chriqui.

### • **Sur le nucléaire à Creys-Mépieu**

Vincent Chriqui, vice-président en charge de la transition écologique, a lu un vœu en faveur de l'énergie décarbonée. « Le Département a confirmé son engagement en février 2025 en faveur de l'installation [sur le site de Bugey de la troisième paire d'EPR2](#). Il s'agit maintenant de nous

prononcer sur la nouvelle tranche de réacteurs qui arrivera ensuite. Je vous propose de soutenir l'accueil d'un EPR2 à Creys-Mépieu, sur le site historique de Creys-Malville ».

« Rien n'a changé, on n'a toujours pas de solution de traitement des déchets, ça coûte une fortune à protéger militairement, a répondu Thierry Badouard. Et puis l'uranium, il faut quand même aller le chercher, au Niger, au Kazakhstan, en Australie ou au Canada. La souveraineté dont vous parlez est bien fragile ». Avant d'ajouter qu'il était également inquiet concernant la ressource en eau et les prix de l'énergie.

Après de nouveaux échanges d'amabilités entre majorité et opposition, le vœu a été adopté.